

## **Viviane Reding**

Vice-présidente de la Commission européenne – Commissaire européenne en charge de la Justice

# **La crise vue comme une chance – Vers un nouveau plan Schuman**

Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort

Conférence Débat Sciences-Po Paris – Notre Europe

**Paris, 14 septembre 2011**

Chers amis,

L'été a été morose, et je ne parle pas uniquement de la météo. Les places boursières mondiales se sont affolées, quelques journaux ont diffusé à l'envi leur vision apocalyptique du devenir de notre Europe. Où en sommes-nous aujourd'hui? Que reste-t-il à construire? Que pourrions-nous consolider?

Je m'adresse ici et aujourd'hui à la jeune génération qui est notre force pour l'avenir. Demain déjà, c'est vous qui prendrez les décisions sociales et politiques; c'est vous qui influencerez les changements qui engageront les générations suivantes. C'est pour vous donc que nous devons, aujourd'hui, poser les jalons.

Dans le domaine économique, bien sûr, c'est l'actualité du jour. En politique, ensuite. En matière institutionnelle pour terminer.

\* \* \*

Pendant tout l'été, certains médias, notamment les médias anglo-saxons, ont dépeint une Europe à la dérive. Regardons-y de plus près. Où en est vraiment l'économie européenne?

Quatre données sont à retenir.

L'Europe c'est:

- Un marché de 500 millions de consommateurs.
- Un produit intérieur brut supérieur à celui des États-Unis (12 000 milliards d'euros contre 10 000 milliards pour les États-Unis).
- Une croissance annuelle du produit intérieur brut de 1,6%, au même niveau que celui des États-Unis.
- Un commerce extérieur qui représente 20% du commerce extérieur mondial, pour seulement 7% de la population mondiale. L'Europe est le plus grand exportateur au monde et le deuxième importateur.

En fait l'Europe est la plus grande économie au niveau mondial.

Les quatre données, pourtant simples et limpides, ne correspondent pas à l'image qui nous est si souvent renvoyée de notre continent.

Si nous voulons que notre analyse soit correcte, et que nos décisions soient les bonnes, un regard objectif sur la réalité s'impose.

Deuxième élément important pour l'image de l'Europe: l'euro.

Certains analystes ont conclu à une crise de l'euro. Je m'inscris en faux contre ces allégations. Regardons-y de plus près. Où en est l'euro douze ans après son lancement?

A nouveau, quatre données chiffrées:

- L'inflation de la zone euro a été en moyenne maintenue en dessous de 2% depuis la création de l'euro. Cette performance est meilleure que celles enregistrées par tous les pays européens avant l'introduction de l'euro, y compris l'Allemagne. Pour nos sociétés, il est essentiel de veiller à contenir l'inflation, surtout pour protéger les salariés et les retraités.
- L'euro est la devise la plus utilisée sur les places financières mondiales après le dollar. La monnaie unique a même gagné en valeur – plus de 30% face au dollar depuis sa création.
- Depuis l'introduction de l'euro, 14 millions d'emplois ont été créés dans les pays de la zone euro, contre 8 millions aux États-Unis pendant la même période.

- Il est vrai que la charge de la dette représente 84% du produit intérieur brut pour les pays de la zone euro. Mais elle représente 100% du PIB aux États-Unis, et 200% du PIB au Japon. Pour les déficits publics : 4,4% de produit intérieur brut pour la zone euro, 10,8% pour les États-Unis, 10% au Japon.

L'euro est donc une monnaie extrêmement stable et forte. Notre monnaie commune est un succès indéniable, elle mérite notre confiance, elle mérite notre fierté.

Il est vrai que depuis la crise financière mondiale, nous connaissons une crise des dettes souveraines nationales, cette crise n'est d'ailleurs pas propre à l'Europe.

Face à une crise, on peut choisir le défaitisme. En tant que décideur politique, je ne peux pas me permettre ce luxe. J'opte donc pour la démarche inverse: la crise nous permet de réussir là où nous avons échoué avant.

Cette crise, c'est l'occasion pour l'Europe de se renforcer et d'aller plus loin; d'avancer vers plus de gouvernance de ses politiques financières et économiques.

La Commission européenne y a répondu, il y a un an déjà, en proposant des solutions pour stabiliser la zone euro. C'est la fameuse série des propositions dite "six pack" sur la gouvernance économique, initiée par mon collègue Olli Rehn, qui renforcent la coordination budgétaire et prévoient des sanctions crédibles pour ceux qui ne respectent pas les règles. Elle sera adoptée prochainement et devra ensuite être mise en œuvre par tous les États membres.

La nouvelle architecture de supervision financière est en place grâce à l'action de Michel Barnier, il sera ainsi possible de détecter les risques économiques. Depuis cette année, a aussi débuté l'exercice du semestre européen : la Commission européenne analyse les propositions budgétaires des États membres et leur fournit des recommandations économiques pour que les budgets nationaux ne s'écartent pas du chemin de l'équilibre. Ce regard de la Commission européenne est utile et nécessaire pour que les dérapages des uns ne mettent pas en danger les autres. L'expérience de cette année a été concluante. Maintenant il est temps d'aller un peu plus loin.

En vous expliquant ceci, je ne cherche pas à occulter les difficultés que nous traversons. Les difficultés économiques qui secouent l'Union européenne et plus particulièrement les pays de la zone euro, ne peuvent être niées. Mais, de grâce, arrêtons le défaitisme et passons aux propositions constructives.

Nous ne pouvons nous permettre le luxe de douter de la force de notre économie, de notre monnaie, de notre Union. Ayons la volonté politique et la détermination nécessaires pour mettre en œuvre des solutions courageuses et efficaces.

\* \* \*

Si l'on se fiait au discours ambiant, l'Europe serait en panne, incapable de prendre des décisions à 27. Combien de fois avons-nous entendu qu'il était impossible de se mettre d'accord à Bruxelles? Ceci ne correspond pas à mon expérience de la politique européenne depuis plus de 20 ans. Nous avons réussi à réconcilier un continent avec lui-même, à construire des politiques communes, à donner une réalité à la devise "unité dans la diversité".

Regardons, par exemple, votre vie étudiante.

Erasmus. Impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit, alors que nous avons dépassé les 2 millions d'étudiants bénéficiaires de ce programme?

La carte européenne d'assurance maladie. Ce petit morceau de plastique bleu, gratuit, qui vous assure lorsque vous voyagez en Europe. Vous allez voir votre grand-mère en Espagne? Vous rejoignez votre petit ami en Finlande? Si vous vous cassez une jambe ou tombez malade, vous êtes traités comme un Espagnol en

Espagne, comme un Finlandais en Finlande et ne devez pas avancer l'argent pour vos soins.

Impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit, alors que près de 200 millions de citoyens européens ont cette petite carte dans leur poche?

Et la reconnaissance des diplômes? Et le fait de bouger au cours de sa carrière en gardant sa couverture de sécurité sociale et de pouvoir prendre sa retraite dans le pays européen de son choix et y toucher sa pension?

Vraiment, impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit?

Ou un autre exemple, que vous ressentez tous dans votre portefeuille: le coût des communications mobiles effectuées en itinérance – le fameux roaming : les institutions européennes ont réussi à les faire baisser de 70%, alors que, à l'époque, la majorité des États membres étaient opposés au projet.

La citation : "Impossible n'est pas français" devrait être changée en: "impossible n'est pas européen!"

Quel est le secret de notre succès? La "méthode communautaire", ce juste équilibre entre les quatre institutions: la Commission qui représente l'intérêt général de l'Union et qui propose ; le Parlement, qui représente les citoyens de l'Union, le Conseil, qui représente les États, et qui ensemble légifèrent ; et la Cour de justice, qui assure le respect du droit et veille à la bonne application des règles.

Ce juste équilibre, cette méthode, a fait ses preuves; nous a donné des droits ; elle nous protège. Nos solutions européennes réussissent là où les États, à leur seul niveau national, sont trop petits pour faire la différence. Les architectes de l'Europe ont bien pensé le projet, la construction avance. La méthode communautaire, ça marche!

Et pour une raison simple: elle place au cœur du processus l'intérêt général, la somme des intérêts particuliers pour le bien de tous. Petits pays, grands pays, pays du Nord, pays du Sud, les « vieux » pays, les « nouveaux » pays, tous ont leur culture, leur histoire, leurs particularités. Les institutions européennes opèrent la synthèse de ces intérêts différents, parfois divergents, en s'appuyant pour ce faire sur les meilleurs experts dans tous ses domaines de compétence choisis dans les 27 pays de l'Union. Et, surtout, le contrôle démocratique exercé par le Parlement européen et le contrôle juridique de la Cour européenne de justice sont de précieux garants.

Deux grands pays comme l'Allemagne et la France peuvent certainement être un moteur fort de l'Europe et se doivent même de l'être. Mais pour nous diriger dans la bonne direction, dans l'intérêt de tous les Européens, un moteur puissant ne suffit pas. Il faut aussi un pilote. Les institutions européennes, et notamment la Commission européenne, sont ce pilote.

\* \* \*

Pour nous emmener où? Au renforcement de notre continent, à la sécurisation de notre avenir.

Cette Europe de demain, elle doit continuer à se construire sur le socle commun de nos valeurs fondamentales, elle doit mettre le citoyen au cœur de son action, comme c'est d'ailleurs stipulé dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, un des plus beaux textes fondateurs de notre continent.

L'Europe de demain doit oser aller de l'avant, sans pour autant perdre la perspective historique. Repensons un moment à nos pères fondateurs, relisons leur textes, apprenons de la manière avec laquelle ils ont affronté les événements de leur temps.

En 1970, le premier ministre luxembourgeois, Pierre Werner, avait exposé, à la demande des chefs d'État et de gouvernement, quel devait être le stade ultime de l'union économique et monétaire. Il préconisait non seulement une monnaie unique gérée par la Banque centrale européenne, mais aussi un centre de décision politique et économique fort, capable d'épauler la Banque centrale européenne, capable d'influencer les budgets nationaux. Un centre de décision responsable politiquement devant le Parlement européen. Un centre de décision capable de prendre des décisions "rapides et efficaces", pour répondre à la rapidité des marchés.

Inspirons-nous de ces propositions. Osons les appliquer! Osons mettre en place une Présidence forte de l'Eurogroupe. Je suis convaincue que nous pouvons le faire sans changer les Traités et perdre des années en discussions. Le Traité de Lisbonne nous permet d'agir maintenant.

Je propose donc que pour l'an prochain, lorsque la présidence de l'Eurogroupe sera vacante, les 17 Ministres des finances de la zone euro mettent à leur tête le Commissaire européen en charge des affaires économiques et monétaires. Le traité de Lisbonne, rédigé avec beaucoup de sagesse, permet cette solution. Ce serait un président qui aurait comme seule responsabilité la gestion de l'euro, épaulé par les meilleurs experts issus de 27 États, capables de mettre l'intérêt commun de notre devise commune en avant.

J'oserais même aller un pas plus loin ce soir avec vous.

L'expérience des derniers mois nous a montré que, le temps des coordinations légères des politiques fiscales est révolu. Nous devons aller vers plus d'intégration. Nous devons travailler à la mise en place de bases de taxation communes, nous devons synchroniser nos budgets annuels, nous devons construire ensemble nos plans de relance. En 1950, la France et l'Allemagne décidaient de mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier, bloquant ainsi l'utilisation guerrière de ces productions et établissant les bases communes du développement économique de l'Europe. Robert Schuman, alors Ministre des Affaires étrangères de la France, parlait à l'époque de "la première étape de la Fédération européenne". Aujourd'hui, j'appelle de mes vœux un nouveau plan Schuman, pour la prochaine étape : pour donner un signal fort, pour lancer une dynamique positive, pour éliminer notre marché des dettes morcelées (véritable handicap pour un continent qui devrait être uni plutôt que fragmenté), la France et l'Allemagne pourraient, par exemple, mettre en commun l'émission de leurs bons du Trésor et leurs autorités de supervision bancaire. Je suis sûre que d'autres pays 'triple A' suivraient le mouvement. Comme le disait Robert Schuman dans sa célèbre déclaration du 9 mai 1950, "Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensables à l'établissement d'une communauté économique".

\* \* \*

Vous l'avez compris je me bats pour une Europe qui sera demain plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Une Europe de la démocratie qui se base sur la méthode communautaire et non sur l'inter-gouvernementalisme où quelques uns décident pour tous. Ma vision pour demain, à l'horizon, 2020 est que notre Europe se mue en une vraie "Confédération européenne".

Je ne veux pas parler des États-Unis de l'Europe. J'admire les États-Unis d'Amérique, mais je suis en même temps convaincue qu'ils ne peuvent pas servir de modèle à la construction européenne. Nous Européens, nous avons une longue histoire derrière nous, beaucoup plus longue que celle des États-Unis. Le résultat de cette longue histoire est la diversité culturelle et linguistique de notre continent.

Une diversité qui est notre grande richesse, mais elle ne se prête pas à l'uniformisation au sein d'un grand État centralisé. L'image d'une Confédération

européenne me semble beaucoup plus appropriée pour le développement de notre continent, car elle reflète la diversité culturelle et linguistique de ses membres. Pour moi, c'est le chemin à suivre pour l'Europe de 2020.

Chers amis étudiants,

Vous êtes les architectes de demain. Nos fondations sont solides mais la construction est loin d'être finie. C'est à vous maintenant de reprendre le flambeau. De construire cette Europe. Ne perdez jamais de vue que ce ne sont jamais les vieux pessimistes qui construisent l'avenir, mais les jeunes optimistes.

L'Europe vous attend!